

Compte-rendu du CTL du 04 juillet 2019

Ordre du jour

Points soumis aux votes :

1 Bilan de l'exécution budgétaire 2018 et BOP 2019 – vote non effectué car 2ème convocation

2 Bilan de la formation professionnelle – vote non effectué car 2ème convocation

Points pour information :

1 Tableau de bord de veille sociale 2018 (TBVS)

2 Prévention du risque terroriste

3 Arrêt de l'expérimentation de la prise en charge des créances DIRCOFI par le PRS 54

4 Déconcentration de proximité

Questions diverses

Bilan l'exécution budgétaire :

Depuis plusieurs années, la Direction s'attelle à réduire ses coûts de fonctionnement.

L'écart entre la dotation accordée en début d'année et les sommes dépensées pour la gestion de la direction tend à diminuer.

En bref, on est de moins en moins dans le rouge.

Et ce malgré, la diminution constante de la dotation globale de fonctionnement (DGF).

En effet, la DGF allouée en 2019 est inférieure de 3 % à celle de 2018.

La gestion saine des finances a permis et permettra en 2019 de pouvoir renouveler du mobilier. En matière informatique, le nombre de PC changés en 2019 sera un peu moindre mais il devrait y avoir plus de changements d'écrans.

Bilan formation professionnelle :

La direction a tenu à remercier les collègues qui animent des formations au niveau local et inter régional.

Cela permet d'organiser à l'échelon du département plusieurs formations.

Nous avons souligné qu'il existe une grande disparité selon les métiers. La plupart des formations concernent la filière GP. Très peu d'actions concernent la fiscalité professionnelle ou personnelle.

La direction a reconnu cette situation et a convenu de l'intérêt de formations locales ou de journées d'étude sur un point particulier de la fiscalité.

Il appartient maintenant aux collègues de faire remonter leur besoin en formations.

Solidaire a aussi regretté le recours de plus en plus nombreux à la E-formation. La formation doit être un moment de mutualisation et d'échange que l'on ne retrouve pas avec la E-formation.

Tableau de veille sociale :

Le nombre de fiches de signalement est en hausse (effet « gilets jaunes » selon la direction). Si on peut regretter l'augmentation du nombre de fiches, le fait que les collègues prennent l'habitude d'en rédiger une en cas de soucis avec un contribuable est positif.

Chaque fiche donne lieu à un courrier de rappel à l'ordre au contribuable et, en cas de récurrence, fait l'objet d'un signalement auprès du Procureur de la République.

Le TBVS est aussi l'occasion de souligner les problèmes récurrents d'effectif. En effet, 13 % des postes ne sont pas pourvus et la situation se dégrade. Le Directeur constate que certaines résidences souffrent d'un manque d'attractivité. Mais il est vrai aussi que la pérennité de certains petits postes n'incite pas à les demander. La « géographie revisitée » nous donne en partie raison sur ce point.

L'étude du TBVS permet aussi de souligner un manque de membres de l'EDR issus de la filière fiscale pour compenser la hausse des congés de longue maladie dans les services gérant la fiscalité.

Prévention du risque terroriste :

La DGFIP n'est pas considérée par les pouvoirs publics comme une cible privilégiée.

Toutefois, la Centrale a mis en place une démarche pour prévenir ce risque.

Au niveau du département, cela va se traduire par une visite de site du Délégué Départemental à la Sécurité (DDS) qui étudiera

les locaux. Ensuite, il est prévu l'édition d'un guide qui sera présenté par le DDS et enfin des exercices de simulation.

Arrêt de l'expérimentation de la prise en charge des créances DIRCOFI par le PRS 54

L'expérience n'ayant pas été concluante, le PRS départemental retraite depuis le 01/04/2019 les créances DIRCOFI qui concernent des contribuables meusiens. Cela représente 2 dossiers depuis le début de cette année.

Déconcentration de proximité :

Depuis l'invasion du CHSCT du 25/06, nous attendons avec impatience ce point et une meilleure communication du Directeur.

Hélas, nous avons été déçus.

Voici ce qu'on a réussi à lui arracher comme informations :

Le calendrier ne sera connu que fin septembre après la visite des sites, l'écoute des agents et leurs observations.

En tout état de cause, le Directeur s'engage à ne pas obliger les agents à changer leur vie brutalement.

C'est pour cela qu'il envisage par exemple une annexe du SIE de BAR LE DUC à VERDUN mais à condition qu'il y ait assez de monde au sein de celle-ci.

Pour COMMERCY, il envisage soit une annexe ou une antenne qui serait plus pérenne.

Le Directeur a entamé une tournée des

services et compte visiter les Trésoreries avant le 13 juillet.

Le problème est, nous l'avons déjà souligné, la période de congés qui a déjà commencé.

M GOSSOT a déjà rencontré certains élus (députés, sénateurs, conseillers généraux, responsables d'associations des maires). Il doit maintenant rencontrer les maires des principales communes et les présidents d'EPCI.

Mais comme à son habitude, le Directeur ne nous communique pas ces informations.

Il lui reste aussi à organiser les groupes de travail sur des points spécifiques comme le rôle de conseiller, les relations entre les conseillers et les responsables des Services de Gestion Comptable (SGC), les points de contact ...

La création des SGC va d'ailleurs conduire à reclasser les anciennes trésoreries de BAR LE DUC, COMMERCY et VERDUN.

Les futurs conseillers, qui devraient dépendre de la direction, auraient leurs bureaux au sein des SGC. Mais le directeur n'a pas encore arrêté son choix.

Questions diverses :

Agents de BAR LE DUC et COMMERCY, surveillez vos courriels car vos chefs ont reçu des instructions relatives au passage du Tour de France et les aménagements du temps de travail qui en découlent.

Dans le cadre de la rénovation de la cité administrative de Bar, l'ensemble des services de la DDFIP (sauf la Direction) sera regroupé dans le bâtiment B. Cette opération se fera en association avec le CHSCT.

Le transfert de l'hôpital de BAR LE DUC est en bonne voie et devrait se faire le 01/09/2019.

En revanche, il n'y a pas de date pour le départ de celui de COMMERCY.

Il y a une grosse inquiétude sur les moyens humains qui accompagneront ces transferts.